

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Annexes
Dossier documentaire

1. Le PCB et le Printemps – Avant l'intervention

2008, 6 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_1_pcb_et_printemps_avant_intervention.pdf>

Pour citer cet article :

Référencement : « 1. Le PCB et le Printemps – Avant l'intervention », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Annexes. Dossier documentaire*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_1_pcb_et_printemps_avant_intervention.pdf >, (date de consultation).

Colloque international « L'AUTRE PRINTEMPS » des 21-22 novembre 2008, Bruxelles.

« Les changements en Europe de l'Est et les gauches à l'Ouest » (1965-1985)

LE P.C.B. ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, 1968-1969

(Documents du D.R. et de P.C.B information, en appoint à la journée du vendredi 21 novembre)

DR

LE DRAPEAU ROUGE





PRINTEMPS A BRATISLAVA

Dix jours en Tchécoslovaquie

où les communistes élargissent la démocratie

Nos lecteurs ont déjà eu l'occasion de trouver dans nos colonnes les explications nécessaires pour comprendre les événements qui se déroulent actuellement en Tchécoslovaquie (*). Invités par le comité central de l'Union tchécoslovaque de la jeunesse, il nous a été possible d'effectuer une visite de dix jours sur place et ainsi nous rendre compte par nous-mêmes des moments importants, pour ne pas dire capitaux, que vivent aujourd'hui les peuples tchèque et slovaque. Tant à Prague qu'en Slovaquie, nous avons tout au long de nos visites et de nos contacts, discuté, interrogé, presque fouillé pour comprendre à quel niveau se situait le désir de renouveau, sur qui les dirigeants pourraient s'appuyer, comment étaient ressenties les voies nouvelles dans lesquelles le comité central du 5 janvier engageait résolument le parti communiste tchécoslovaque. Dix jours ne sont rien pour analyser la situation politique d'un pays, surtout quand celui-ci bouge très vite et même très fort, néanmoins dix jours suffisent à prendre la température et les pulsations d'un peuple qui vit intensément son histoire.



UN NOUVEAU 56 ?

Nous avons eu la chance de bénéficier de conditions optimales pour effectuer notre mission d'information. Le désir des organisateurs était que nous ayons un contact réaliste avec la vie tchécoslovaque; nous pouvons les remercier pour l'objectivité avec laquelle les rencontres ont été choisies, pour l'entière liberté qui nous était laissée, dans ou hors du programme, d'interviewer qui bon nous semblait.

Au cours des séminaires organisés au début de notre séjour, nous avons eu l'occasion d'entendre des exposés sur des problèmes-clés : l'organisation de l'Union tchécoslovaque de la jeunesse - la réforme économique - le statut du journaliste - les problèmes politiques actuels. Les trois premiers sujets ont été présentés, disons, d'une manière conventionnelle, c'est-à-dire descriptive et non polémique; le quatrième nous a surpris par sa tournure critique et résolument novatrice. N'ayant pas peur des mots, ne ménageant ni les institutions ni les hommes, l'exposé du docteur en droit P. Fittner (membre de la commission scientifique fondée fin 1966 pour étudier les problèmes liés à la démocratisation et dont les premiers travaux sont largement utilisés par la commission du comité central chargée d'établir le programme d'action du Parti communiste tchécoslovaque) a voulu, à partir de la critique du passé nous faire comprendre les changements en cours. Car, beaucoup plus que lors de la «déstalinisation» de 1956, on peut actuellement parler de véritables changements. Cela nous a été confirmé pendant tout notre voyage, au cours de nos entretiens, mais aussi par des exemples et des faits. En 1956-1963, on avait noté des changements allant dans un sens de démocratisation du système mais les espoirs ont été déçus, non que rien n'ait changé, mais pas à la mesure de ce que la population et la base du parti avaient espéré. Si on voulait essayer de résumer en quelques mots le sens de ce qui se déroule aujourd'hui en Tchécoslovaquie, sur le plan de

centage n'atteignait pas 60% dans les assemblées du parti on ne vote plus par approbation mais au scrutin secret. Au cours de notre séjour d'autres formes de démocratisation apparaissent ainsi constamment : publication dans les journaux de grande diffusion d'articles de style nouveau - interviews critiques et progressistes à la radio - table ronde à la TV. Nous avons assisté à la naissance ou plutôt renaissance du journal littéraire « Literarni Listy », événement qui à lui seul illustre le climat politique actuel : comme on le voit, l'été dernier le journal de l'Union des

L'élargissement de la démocratie sociale à laquelle procède depuis janvier dernier le Parti communiste de Tchécoslovaquie, le bouillonnement que cela suscite dans tout le pays, au moment où la fuite aux Etats-Unis du général Sejna, personnalité fort proche de l'ancienne direction du parti, provoque une série de questions et des remous compréhensibles, l'écho, parfois déformé, de tous ces événements dans d'autres pays socialistes et notamment en Pologne, tout cela donne une grande actualité et légitimité de notre jeune collaborateur, Marc Abrian, qui vient de passer dix jours en Tchécoslovaquie.

écrits avait été repris par le ministre de la Culture, la rédaction en avait été limogée, trois de ses rédacteurs exclus du parti. Dès janvier le plupart de ces mesures étaient levées; on décida de commun accord que le journal soit par le ministre de la Culture continuerait à paraître sous le titre « Kulturni Novy », le journal

la politique tchécoslovaque, on pourrait reprendre une partie des propos que nous a tenus A. Lishin, membre de la direction de l'Union des écrivains : «...Nous nous sommes rendus compte vers les années 1960 que le stalinisme n'était pas seulement comme nous l'avons vu en 1956, les excès de pouvoir, le culte de la personnalité, etc., mais un phénomène qui allait plus au profond. Malheureusement, nous essayons d'en finir avec l'ancien stalinisme ».

UNE DATE HISTORIQUE : LE 5 JANVIER 1968

On pourrait se dire que comparativement aux buts poursuivis les faits nouveaux depuis le 5 janvier ne sont pas proportionnés; mais qu'on ne s'y trompe pas, ce qui apparaît pour le moment n'est en fait que la partie visible de l'iceberg, la partie immergée étant la formidable prise de conscience des éléments les plus responsables, les discussions passionnées qui se déroulent à tous les niveaux du parti et dans la population, la dynamique d'un mouvement irréversible. Ce mouvement n'est pas né le 5 janvier, disons que c'est à ce moment qu'il a pris une tournure décisive. La séparation des pouvoirs, l'élection de A. Dubček au poste de premier secrétaire du parti, celle de quatre nouveaux membres au présidium du comité central, ne sont en fait que les premières conséquences de la lutte qui s'était déroulée aux sessions de septembre, décembre et janvier du comité central. Il faudra attendre la parution du rapport de la dernière session pour connaître exactement les péripéties de cette lutte; la polémique a pris d'abord des aspects parfois violents entre les positions des deux positions en présence. Il est à remarquer qu'au cours de notre séjour nous avons souvent entendu des réclamations concernant la non-parution de ce rapport. Voici comment O. Klacik, rédacteur en chef de la «Pravda» de Bratislava nous a résumé les positions antagonistes : «La première estimait que le rôle du parti était de tout diriger, de prendre des décisions à tous les niveaux pour le second le rôle du parti est avant tout élaborer les cadres du développement des divers secteurs de la vie, laissant aux pouvoirs spécialisés le soin de les appliquer, sous-entendant : la liberté nécessaire au niveau des initiatives». En fait l'offrontement opposait une partie du comité central favorable à une démocratisation complète à une autre, partisan du statu quo.

Dans d'autres pays cette lutte aurait pu être marquée par des événements explosifs, tous nos interlocuteurs étaient très fiers de nous dire que cela c'était «passé à la tchèque» c'est-à-dire selon les vieilles traditions démocratiques du pays. En 1956, la déstalinisation a pris à Budapest des formes violentes, nous a-t-on dit, chez nous rien de pareil, le résultat a été le même, seulement cela nous a pris un peu plus de temps.

L'IMPACT DES INTELLECTUELS

Depuis le 5 janvier, les limogages sont rarissimes, mais faits caractéristiques. Les réunions de base du parti sont actuellement suivies par 90 à 100% des membres, avant le pour-

de l'Union s'intituleraient « Literarni Listy ». Cette réapparition n'alla pas sans mal (pour certains les difficultés n'étaient nullement fortuites) et fut décrite d'une manière extrêmement satirique dans le numéro zéro de propagande. Le numéro 1 fut tiré à 160.000 exemplaires, le jour de sa sortie à midi plus un seul numéro était disponible dans les kiosques de Prague. Nous dûmes en journée au siège de la rédaction et avons pu entendre les coups de téléphone des lecteurs n'ayant pu être servis. Il est intéressant de noter que dans le même temps le « Kulturni Novy » était révisé alors que paraissant sur place de postes à un prix moitié élevé.

Il en est de même dans d'autres secteurs, qu'ils soient administratifs, politiques ou culturels : tout le monde se prétend pour personne ne s'isole qu'il faut revoir les anciennes méthodes, seulement c'est au niveau de l'application, de la recherche de méthodes démocratiques de gestion qu'apparaissent les résistances, parfois les antagonismes. Il est possible que la tactique de ceux qui se sont pliés aux décisions du 5 janvier - forcés et non convaincus - soit d'essayer de dresser les uns contre les autres les ouvriers et les intellectuels. D'une certaine façon cette tactique est favorisée par le mécontentement qu'engendrent quelques aspects de la réforme économique parmi la partie la moins qualifiée de la classe ouvrière (notamment la reconversion des usines non rentables). Mais, malgré de nombreux griefs dus aux rémunérations souvent trop basses par rapport à leur qualification, les ouvriers et les intellectuels ne permettront pas qu'un fossé se creuse entre eux; une longue tradition fait qu'en Tchécoslovaquie les intellectuels ont très souvent été aux côtés du prolétariat dans ses luttes contre la bourgeoisie tant étrangère que nationale.

UNE NON-REMISE EN QUESTION

Ce qui se passe aujourd'hui en Tchécoslovaquie ne laisse personne indifférent dans le monde. Jusqu'à présent, parmi les défenseurs et amis du socialisme, personne n'y a vu une remise en question des principes de base. Il n'est pas nécessaire de faire une longue étude pour constater que la démocratisation est l'œuvre du parti communiste, de sa direction et de la majorité de ses membres; que la population en est consciente et que de ce fait cela ne se déroule pas comme un processus de contestation global mais comme un processus de régulation, d'adaptation des structures à une situation politique et économique qui depuis 1948 a bouleversé complètement la Tchécoslovaquie. Les nouvelles nous l'apprennent jour après jour, les différents secteurs prennent position dans le sens de l'esprit des premières décisions du 5 janvier. Il serait faux de croire que la situation actuelle est une fin en soi, tous les membres du parti qu'il nous a été possible de rencontrer ont déclaré qu'ils étaient conscients qu'ils se trouvaient au début d'une période difficile mais décisive et la contribution de chaque membre sera capitale.

Marc ABRIAN.

(*) Voir « Le Drapeau Rouge » du 12 janvier et du 9 février 1968.

PCB Informations, 19-03-1968

Nouvelles mesures de démocratisation élaborées par le Parti Communiste de Tchécoslovaquie

Le présidium du Parti communiste de Tchécoslovaquie s'est réuni la semaine dernière pour étudier deux questions appelées à jouer un rôle décisif dans les événements qui se déroulent actuellement dans le pays. La première est celle du programme d'action qui doit être soumis, à la fin du mois, à la réunion plénière du Comité central du parti.

La seconde concerne les changements à la direction du parti et du gouvernement qui doivent correspondre à la volonté de renouvellement exprimée par le Comité central de janvier. Des membres du secrétariat et du présidium abandonneront leurs fonctions. D'autres changements concerneront notamment la présidence du gouvernement, plusieurs ministères et la représentation de la Tchécoslovaquie au Conseil d'économie des pays socialistes (Comecon).

Avant que la question de la présidence de la République ne soit réglée constitutionnellement après les élections, Antonín Novotný pourrait voir réduire certaines de ses prérogatives. Toutes ces mesures seront arrêtées définitivement par la prochaine réunion du Comité central.

Le gouvernement, qui s'est réuni également, a été informé des résultats de l'enquête sur la fuite du général Sejna aux Etats-Unis. Le rapport présenté par les ministres de la Défense et de l'Intérieur n'a apporté aucun élément nouveau. Il ne répond pas, estime-t-on, aux interrogations soulevées par cette affaire. C'est pourquoi, sans doute, le ministre de l'Intérieur et le procureur général ont été démis vendredi de leurs fonctions.

Au cours de la même réunion, le gouvernement a décidé de commencer la construction en Slovaquie d'une grande usine destinée à augmenter considérablement l'exportation de tubes pour les pipe-lines de gaz et de pétrole en Union soviétique.

Si les circonstances du suicide, la semaine dernière, du général Vladimir Janko, vice-ministre de la Défense, qui semble se rattacher à l'affaire Sejna, ne sont pas encore connues, on a, par contre, plus de précisions sur la destitution de Michel Chudic de son poste de président du Conseil national slovaque, qui siège actuellement pour la première fois depuis janvier.

Michel Chudic avait présenté sa démission par écrit la semaine dernière au Conseil. Toutefois, le député André Klodoc a estimé que cette lettre de démission ne contenait aucun élément d'autocritique et ne pouvait, pour cette raison, être acceptée par le Conseil. Il a proposé que le Conseil retire sa confiance à Michel Chudic et qu'il soit déchu de ses fonctions. Après discussion, cette proposition a été acceptée à l'unanimité. Le Conseil national slovaque a également décidé d'ouvrir une enquête sur le travail de Chudic au cours des dernières années.

Michel Chudic avait été un de ceux qui avaient soutenu Antony Novotný pendant la discussion du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, en décembre et en janvier.

Cette décision ne peut être séparée de la discussion générale qui a surgi

récentement quant au rôle de la Slovaquie dans l'Etat tchécoslovaque. Le Conseil national, organe représentatif slovaque, est coiffé par l'Assemblée nationale tchécoslovaque. Les Slovaques demandent qu'il soit doté d'un plus large pouvoir réel. Ils estiment qu'au cours des dernières années, les organes du pouvoir slovaque n'ont pas pu jouer le propre rôle qui devrait être le leur et que cela est en contradiction avec le programme de Kosice, premier programme du gouvernement tchécoslovaque adopté lors de la libération du pays.

Les questions des relations entre Tchèques et Slovaques et entre les minorités nationales du pays seront abordées dans le programme d'action du Parti communiste de Tchécoslovaquie.

Le journal communiste «Rude Pravo» publie d'autre part un long article d'Oleřich Cerník, membre du présidium du parti et président du Comité du plan.

«Malgré de fréquentes déclarations, concernant l'unité morale et politique, écrit Cerník, certains foyers de tension sont apparus et aussi des points de friction entre les Tchèques et les Slovaques. L'activité des communistes est devenue de plus en plus formelle et le parti s'est trouvé finalement sur le point d'être isolé des masses. Des communistes se sont inquiétés devant ce développement et ont exprimé leur inquiétude dans les conférences.

L'objet de la discussion politique actuelle est de poursuivre les traditions révolutionnaires et démocratiques du parti et du peuple.

«Depuis les années cinquante, on a peu à peu introduit dans le parti des méthodes qui sont étrangères à ses traditions. Au lieu du parti qui dirige, on a introduit des méthodes bureaucratiques d'administration ; les erreurs ne peuvent pas être oubliées ou excusées, elles doivent être corrigées.

de Tchécoslovaquie

«Le besoin urgent d'entreprendre ce processus de démocratisation, répond au développement mondial actuel. Le système socialiste doit aller de l'avant, dans les conditions économiques et politiques difficiles qui existent dans le monde actuel.

«Notre expérience montre qu'une société socialiste peut réussir dans la compétition avec les pays capitalistes développés, à condition d'utiliser pleinement ses avantages et son caractère démocratique et hautement humain, à condition qu'elle ouvre la voie à l'initiative et à l'énergie créatrice de tous ses membres.

«Il s'agit d'élargir la démocratie socialiste qui est une étape plus développée que la démocratie bourgeoise. Dans notre société où les possibilités de restauration du capitalisme, par des forces puissantes, n'existent plus, et où le processus social est le rapprochement des classes et l'harmonisation de l'intérêt des individus et des groupes sociaux, toutes les conditions sont réunies pour un plein épanouissement de la démocratie socialiste.

La presse commente aussi la démission des dirigeants du Conseil central des syndicats. Le journal des syndicats, «Prace», écrit notamment : «Les syndicats doivent retrouver leur fonction originale, car ils ont été créés pour protéger les travailleurs.

Parlant de son côté dans une réunion publique de la nécessité d'élargir la démocratie dans tous les domaines, le ministre des Eaux et Forêts, Jan Smrkovsky a déclaré : «Il nous faut un vrai gouvernement de la République, capable de prendre ses responsabilités. Il faut que la direction des affaires soit du domaine d'un gouvernement pleinement responsable. A cet égard, nous avons une Constitution. Elle est bonne. Mais il faut que tout ce qu'elle contient soit pleinement respecté.

Le Drapeau Rouge,
22-03-1968

DEMOCRATIE SOCIALISTE

UNE ORIENTATION FONDAMENTALE DU COMMUNISME

En annonçant cette semaine que les dirigeants polonais examineraient, «sous une forme adéquate, dans des conditions de calme», les revendications mises en avant ces derniers jours par les étudiants, Wladyslaw Gomułka, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais, ajoutait : «Elles contiennent des choses vraies et des choses fausses. Il est impossible, par exemple, que notre parti puisse opposer les étudiants aux ouvriers.»

Susciter ou encourager de quelque manière que ce soit une telle opposition serait, en effet, la plus mauvaise façon d'aborder le processus de démocratisation dans lequel sont engagés depuis plusieurs années les pays socialistes et le mouvement communiste international. Car si cette démocratisation est une nécessité qui correspond aux conditions actuelles de développement, aux idéaux et aux aspirations profondes des pays socialistes et du mouvement communiste, la manière dont elle se réalise est fonction des caractéristiques de chaque pays, de son degré d'évolution, de ses conditions, des conditions dans lesquelles il même son il n'en reste pas moins que l'œuvre de démocratisation socialiste a partout été entreprise, non pas contre ou en dehors de la classe ouvrière et de son parti, mais sous sa direction : en URSS à partir du vingtième congrès, en Pologne en octobre 1956, en Hongrie lorsque le parti renouvra l'entreprise de réparer les dégâts provoqués par le refus des anciens dirigeants de s'engager dans cette voie, aujourd'hui, enfin, en Tchécoslovaquie.

Et si actuellement en Pologne, certains voudraient accélérer et amplifier le mouvement, corriger des erreurs et des carences, des réminiscences du passé, si les étudiants posent des revendications dont Gomułka lui-même reconnaît qu'elles sont en partie justifiées, personne ne devrait oublier que si les choses se sont mieux passées en octobre 1956 à Varsovie qu'à Budapest, c'est précisément parce qu'en Pologne le parti a eu l'immense mérite de prendre la tête du courant de «déstalinisation», de démocratisation.

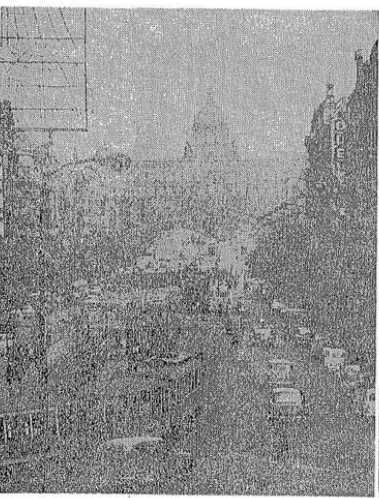
Sans doute les choses n'ont-elles pas évolué depuis d'une manière aussi idéale qu'on aurait pu le souhaiter. Mais qui pourrait oublier que la lutte sourde menée depuis des années par la hiérarchie catholique contre le pouvoir populaire n'est pas de nature à détendre l'atmosphère dans le pays et à faciliter le processus de démocratisation ?

En Tchécoslovaquie, par contre, le courant de démocratisation, longtemps contenu, connaît aujourd'hui un développement inquiétant. Et ce qui devient son intérêt essentiellement à l'évaluation actuelle, c'est qu'il s'agit d'un pays industriellement développé et qui a des traditions démocratiques. Car, s'il est clair aujourd'hui qu'il ne peut plus y avoir de «modèle» de socialisme, si chaque pays y accède par des moyens conformes à ses données historiques, il n'en reste pas moins que ce que peut réaliser la Tchécoslovaquie est particulièrement significatif pour des pays comme le nôtre.

Le Parti communiste de Belgique qui, dès 1954, a entrepris de démocratiser ses structures et de se dégager du sectarisme qui l'avait affaibli, et qui a depuis approuvé tous les progrès de la démocratisation dans le mouvement communiste international et dans les pays socialistes, est particulièrement attentif au développement actuel de la Tchécoslovaquie qu'il apprécie à sa juste valeur.

Car, en dépit de ce qui, ici et là, peut freiner ou retarder la démocratisation socialiste, il s'agit d'une orientation fondamentale du communisme de notre époque et qui, finalement, sera partout déterminante.

S. NUDELHOLE.



Le centre de Prague : un intérêt exceptionnel

TCHÉCOSLOVAQUIE

La première étape

Avec l'élection d'un nouveau président de la République, d'un nouveau président du parti communiste et la formation d'un nouveau gouvernement, une première étape s'achève en Tchécoslovaquie, celle du renouvellement des cadres dirigeants. Mais ce n'est que le début du processus qui a été amorcé le 5 janvier dernier lorsque Antonín Novotný a été remplacé par Alexandre Dubček comme premier secrétaire du parti communiste.

Le renouvellement a été considérable. Trois seulement des membres titulaires du nouveau présidium du parti communiste, Dubček, Černík et Kádler, y figuraient déjà à l'issue du dernier congrès, en 1966. Autre caractéristique de ces remaniements: la division des tâches. A l'exception du président du conseil, Černík, aucun des membres du nouveau gouvernement ne fait partie du présidium du parti communiste.

En fait, ces deux aspects des changements de cadres auxquels on vient d'assister procèdent de la même volonté de modifier profondément les méthodes utilisées ces dernières années. Le remplacement de nombreux dirigeants s'explique par le souci de ne pas confier la direction du « cours nouveau » à des hommes qui, quels que soient leurs mérites, ont été trop associés à certaines pratiques, aujourd'hui condamnées. Et le non-cumul des responsabilités au présidium du parti communiste et au gouvernement souligne la détermination de faire jouer à chacun de ces organismes son rôle propre. Au parti de promouvoir une politique que ses membres s'efforcent de faire prévaloir à tous les niveaux. Au gouvernement de gouverner, c'est-à-dire de gérer effectivement l'Etat. Et pour que ce contrôle soit réel, on va remettre la loi électorale dans le cadre de

la démocratisation actuellement en cours.

Car le processus de démocratisation, s'il est loin d'être achevé, est déjà bien engagé. Tous les problèmes sont débattus, avec une totale liberté, aussi bien dans la presse, à la radio et à la télévision qu'à tous les échelons du parti et des autres organisations politiques, syndicales, de jeunes, d'écrivains, etc. Les deux partis associés aux communistes ou sein du Front national, participent eux aussi au débat en cours. Chacun de ces organismes recommence à jouer son véritable rôle dans la vie publique et le fera davantage encore demain. Et les rapports entre Tchèques et Slovaques vont être redéfinis, sur une base fédérale effective.

Cet élargissement de la démocratie socialiste n'est certes pas sans difficultés, sans dangers. Si la très grande majorité de la population a vu son attachement au socialisme, dont le développement a rendu possible cet élargissement de la démocratie, renforcé par l'évolution actuelle, certains éléments ont sans doute d'autres visées sur lesquelles on s'oppose évidemment à l'étranger. Et le fait que les circonstances qui ont amené le tournant de janvier ont davantage mis en avant les écrivains et les étudiants que les ouvriers ne va pas sans risquer de créer certains décalages.

Mais en rendant au parti communiste son véritable rôle politique dans la vie du pays, en révélant la tâche des syndicats, en suscitant un énorme regain d'intérêt et aussi de confiance dans la population, l'élargissement de la démocratie socialiste a considérablement renforcé le socialisme en Tchécoslovaquie. « Nous avons confiance », déclarait lundi Dubček, dans la force du parti, dans la maturité politique des travailleurs, ouvriers et paysans, dans notre jeunesse. Et c'est sur cette confiance que le parti entend fonder son action. Le parti communiste et son Comité central resteront à la tête du processus de renouveau et de démocratisation.

C'est effectivement le grand mérite du parti communiste d'avoir pris l'initiative et la direction de ce mouvement, ce qui est la meilleure

garantie de son évolution ultérieure. Car il reste maintenant à développer et à consolider ce qui a été fait depuis trois mois, à réaliser le programme d'action que le parti communiste vient d'adopter.

Il reste aussi, surtout peut-être, à réussir la réforme économique qui, parce qu'elle exigeait un développement politique correspondant, est en fait à l'origine des changements actuels. En d'autres termes, il va falloir, sur la base des grands succès économiques enregistrés ces six derniers années, mettre en place un système de gestion et de direction de l'économie à la mesure du développement actuel et des objectifs que l'on se fixe. C'est là une tâche extrêmement complexe et de longue haleine.

Sur le plan international, l'attitude plus ouverte, moins figée, des nouveaux dirigeants de Prague et le prestige accru de la Tchécoslovaquie ne manquent pas de rendre la politique étrangère tchécoslovaque plus active et plus dynamique. Dubček a été longuement applaudi par les militants communistes de Prague auxquels il rendait compte des travaux du Comité central lorsqu'il a déclaré cette semaine: « Nous travaillons comme des internationalistes. Notre politique étrangère a pour base notre alliance avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes. Et si notre politique extérieure est plus active, ce sera dans l'intérêt non seulement de notre République mais de tous les pays socialistes ».

Les communistes belges saluent et approuvent l'élargissement de la démocratie socialiste en Tchécoslovaquie comme ils ont salué et approuvé en 1956 le vingtième congrès soviétique. Et cela d'autant plus que les progrès de la démocratie socialiste dans un pays industriel aussi avancé que la Tchécoslovaquie présentent un intérêt tout particulier pour un pays comme le nôtre. Et parce que, sous des formes, des modalités et à des moments sans doute différents pour chaque pays, l'édification du socialisme est finalement partout inséparable du progrès de la démocratie.

Le Drapeau Rouge, 12-04-1968

Tchécoslovaquie

APRÈS VARSOVIE

La situation en Tchécoslovaquie, les relations de ce pays avec ses alliés du traité de Varsovie, restent au centre des préoccupations des pays socialistes et du mouvement communiste international.

Le présidium du Parti communiste tchécoslovaque a répondu « d'une façon très réfléchie » à la lettre que lui ont adressée les dirigeants de l'URSS, de la République démocratique allemande, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Pologne réunis cette semaine à Varsovie. Le Parti communiste tchécoslovaque présente des remerciements bilatéraux avec ses partenaires « en cours desquelles les représentants des partis s'informeront réciproquement de la politique actuelle de leur pays » ce qui créera « les conditions pour la convocation éventuelle de réunions plus larges à l'avenir ». Et si l'on reste très attentif à Prague au retrait des troupes soviétiques qui viennent de participer en Tchécoslovaquie à des manœuvres des pays du traité de Varsovie, le général Dzur, ministre tchécoslovaque de la Défense, a tenu à réaffirmer que « la Tchécoslovaquie a toujours considéré et considérera les liens politiques et militaires avec les pays socialistes comme la garantie de son indépendance et de son développement socialiste ». Mais, est-il précisé, « nous ne voulons pas être des membres passifs du traité de Varsovie ».

En fait, ce qui se passe depuis le mois de janvier en Tchécoslovaquie comporte deux aspects dont l'importance respective est différemment appréciée par les pays socialistes et les partis communistes. Certains, et notamment la plupart des participants à la rencontre de Varsovie, craignent, comme l'indique leur lettre, que la démocratisation entreprise en Tchécoslovaquie n'affaiblisse le parti communiste et ne favorise les agissements des adversaires du socialisme, ce qui serait préjudiciable, non seulement à la Tchécoslovaquie, mais à tous les pays socialistes et risquerait de porter atteinte à la sécurité des membres du traité de Varsovie. Ils invoquent notamment le manifeste dit des « Deux mille mots » publié le mois dernier par des journaux de Prague sous la signature d'un certain nombre d'intellectuels en vue et de grèves pour faire pression sur certains fonctionnaires du parti communiste et de l'Etat.

Les dirigeants tchécoslovaques ont

d'autres partis communistes ne mésestiment pas ce danger. Le parti communiste et le gouvernement tchécoslovaques ont pris très nettement position contre les méthodes proposées par le manifeste des « Deux mille mots » et condamné toutes les manifestations ou tendances anticommunistes. Mais ils estiment que ces tendances ne renouvellent une certaine audience — qu'il ne faut pas exagérer — que dans la mesure où elles prennent prétexte de la résistance opposée par les éléments conservateurs, « novotniistes », au processus de démocratisation qui répond aux aspirations de la grande majorité de la population. En d'autres termes, ils estiment que le parti communiste ne pourra jouer réellement son rôle dirigeant dans la société, que le régime socialiste ne pourra être véritablement affermi, que les nécessités du développement actuel du pays que dans la mesure où la démocratie socialiste s'imposera pleinement.

Les communistes hongrois, yougoslaves, roumains, italiens, britanniques, notamment, mettent l'accent, à des degrés divers, sur cet aspect des choses; cependant que les Français proposent une rencontre de tous les partis communistes d'Europe. Le Parti communiste de Belgique, qui a accueilli cette proposition, a souligné dès le début l'importance exceptionnelle — et les difficultés — du processus de démocratisation socialiste engagé en Tchécoslovaquie. Dans une lettre publiée la semaine dernière par « Le Drapeau Rouge », notre parti assure le parti tchécoslovaque de « la solidarité des communistes de Belgique » et lui souhaite « plein succès » dans sa « lutte contre les forces réactionnaires et pour l'apparition de la démocratie socialiste », qui est, souligne-t-il, « une lutte juste ».

Cette position non équivoque nous met d'autant plus à l'aise pour dénoncer avec la dernière énergie l'attitude de ceux qui, comme « Le Peuple », prennent prétexte des événements de Tchécoslovaquie pour redoubler d'anticommunisme et d'antisoviétisme. Et quant à l'organe du PSB invite les communistes « sincèrement désireux de rompre avec le passé stalinien » à se dresser contre l'URSS, on ne peut que lui conseiller de s'adresser d'abord aux ministres socialistes qui participent à un gouvernement dont la politique étrangère reste aussi inféodée que par le passé à celle des Etats-Unis.

Car rien n'est aussi éloigné de l'antisoviétisme que l'attitude de la Tchécoslovaquie qui est décidée à poursuivre son œuvre de démocratisation socialiste dans l'amitié et l'alliance avec les autres pays socialistes et l'ensemble du mouvement communiste international.

S. NUDELHOLE.

Le Drapeau Rouge, 19-07-1968

PCB Informations, 20-07-1968

Réaffirmant sa solidarité
aux communistes

LE PCB SE PRONONCE POUR UNE REUNION DES PARTIS FRERES D'EUROPE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a publié jeudi le communiqué suivant :

« Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a examiné la proposition du Parti communiste français de tenir au plus tôt une réunion des partis communistes et ouvriers d'Europe touchant la situation en Tchécoslovaquie. »

« Il donne son plein accord à cette proposition et renouvelle l'expression de la solidarité des communistes de Belgique à l'égard des communistes de Tchécoslovaquie et de leur parti. »

La veille, le Bureau politique du Parti communiste français avait publié un communiqué qui déclare : « En raison de l'évolution de la situation en Tchécoslovaquie et des problèmes qui en découlent, le Parti communiste français a décidé de proposer une rencontre des partis communistes et ouvriers des pays d'Europe, dans les tout prochains jours. »

Waldeck Rochet, secrétaire général du Parti communiste français, qui avait eu lundi et mardi des entretiens à Moscou et qui avait présidé mercredi à Paris la réunion du Bureau politique, s'est rendu vendredi à Prague pour y rencontrer des dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque.

A Rome, Luigi Longo, secrétaire général du Parti communiste Italien, a déclaré à l'agence France Presse : « Nous accueillons très favorablement la proposition des camarades français de réunir une conférence des partis communistes et ouvriers européens en vue d'examiner ensemble l'évolution de la situation en Tchécoslovaquie. »

Après avoir déclaré que les dirigeants du Parti communiste Italien sont prêts à rencontrer les responsables des partis frères européens « à la date et dans le lieu qui seront fixés », Luigi Longo a exprimé le souhait qu'en cette occasion « tous les partis communistes d'Europe abouleront à une identité de vues. »

De son côté, John Gollan, secrétaire général du Parti communiste de Grande-Bretagne, a indiqué que son parti considérerait favorablement l'initiative française qui a été officiellement acceptée par les partis communistes d'Autriche, du Danemark, de la République d'Irlande, d'Irlande du Nord et du Luxembourg.

Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, réuni mercredi à Moscou, a approuvé « le bilan de la rencontre de Varsovie », annonce l'agence Tass.

La lettre des Cinq de Varsovie à Prague

n'avons pas eu et nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans les affaires qui intéressent exclusivement votre parti et votre Etat ni de violer le principe de l'indépendance et d'égalité des pays socialistes », déclare la lettre adressée au Parti communiste tchécoslovaque par les dirigeants des partis communistes de l'Union soviétique, de la République démocratique allemande, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Pologne réunis cette semaine à Varsovie.

« Mais en même temps, poursuit la lettre, nous ne pouvons accepter que des forces étrangères conduisent votre pays hors de la voie du socialisme et exposent la Tchécoslovaquie au danger d'être écartée de la communauté socialiste. »

« Cela n'est pas uniquement votre propre problème. C'est le problème de tous les partis communistes et ouvriers, de tous les pays qui sont unis par des liens de coopération et d'amitié. C'est le problème commun à nos pays qui sont unis par le traité de Varsovie. »

« La puissance et la fermeté de notre alliance dépendent de la force intérieure du système socialiste de chacun de nos pays et du rôle dirigeant du parti dans la vie sociale et politique de nos peuples et de nos pays. »

« Les forces de la réaction, utilisant l'affaiblissement de la direction du parti et se servant avec démagogie du principe de « démocratisation », ont lancé une attaque contre le Parti communiste tchécoslovaque et contre ses cadres légitimes, avec le but bien défini de liquider le rôle dirigeant du parti, de miner le système socialiste et de mettre en confrontation la Tchécoslovaquie avec les autres pays socialistes. Les forces opposées au socialisme, de concert avec les forces révisionnistes, ont pris en main la presse, la radio et la télévision de votre pays. »

« Malgré la résolution adoptée en mai par le plénum du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, les attaques de la réaction n'ont pas été repoussées. Les forces réactionnaires ont eu ainsi la possibilité de publier leur plate-forme politique dans le document intitulé « Deux mille mots », qui constitue une opposition ouverte au parti communiste et un appel à la lutte contre le pouvoir constitutionnel. Cette déclaration représente une menace grave pour le parti, pour le Front national et l'Etat socialiste. Cette déclaration est essentiellement un programme politique de la contre-révolution. »

« Il s'est créé ainsi une situation absolument inacceptable pour un pays socialiste. Ne voyez-vous pas le danger ? »

« Est-il possible dans une telle situation de rester immobile et de se limiter à des déclarations au sujet de la fidélité à la cause du socialisme et des obligations découlant de l'alliance ? Ne voyez-vous pas que la contre-révolution est en train de conquérir position après position ? Ne voyez-vous pas que le parti est en train de perdre le contrôle des événements et qu'il bat de

plus en plus en retraite sous la pression des forces anticommunistes ? »

« La cause du pouvoir de la classe ouvrière, de la défense des réalisations du socialisme en Tchécoslovaquie, exige : »

— Une offensive résolue et courageuse contre les forces antisocialistes de droite, afin de mobiliser tous les moyens de défense qui sont à la disposition de la classe ouvrière.

— La cessation des activités de toutes les organisations politiques qui prennent position contre le socialisme.

— L'utilisation de tous les moyens d'information — presse, radio, télé-

vision — dans l'intérêt de la classe ouvrière, et du socialisme.

« La cohésion des rangs du parti autour des principes du marxisme-léninisme, pour le maintien du principe du centralisme démocratique et pour la lutte contre ceux qui utilisent dans leurs activités les forces de l'ennemi. »

« Nous sommes convaincus, conclut la lettre, que le Parti communiste tchécoslovaque assumera entièrement ses responsabilités et prendra les mesures nécessaires, afin de combattre la réaction. Dans cette lutte, il peut compter sur la solidarité et le soutien total des pays socialistes frères. »

La réponse tchécoslovaque

« Nous ne voyons aucune raison réaliste permettant de qualifier notre situation actuelle de contre-révolutionnaire », déclare le présidium du Parti communiste tchécoslovaque dans sa réponse à la lettre des participants à la rencontre de Varsovie, réponse qui a été notamment vendue au Comité central du parti tchécoslovaque.

Sans doute, poursuit le présidium, existe-t-il des tendances extrémistes dans le processus de démocratisation et notamment « des activités des forces dogmatiques et sectaires issues de la politique erronée de la période antérieure à janvier ». Mais les dirigeants tchécoslovaques sont pleinement conscients de la possibilité de tels dangers et comprennent que les autres partis communistes puissent ne pas y être indifférents. Et le présidium rappelle que le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque a déclaré au mois de mai que toutes les forces doivent être mobilisées « pour empêcher une situation de conflit dans le pays et une mise en danger du pouvoir socialiste dans la République socialiste tchécoslovaque ». »

Le présidium souligne la responsabilité de l'ancien président Novotny dans l'aggravation des conflits entre les Tchèques et les Slovaques, entre les intellectuels et les ouvriers, entre les jeunes et les adultes. Novotny ne tolérerait aucune critique « et l'on pensait à l'étranger que tout était normal en Tchécoslovaquie ». »

« Tout symptôme d'un retour à ces méthodes provoquerait la résistance de l'immense majorité des membres du parti, de la classe ouvrière, des paysans et de l'intelligentsia. Par une telle initiative, le parti mettrait en péril son rôle politique dirigeant et créerait une situation dans laquelle une lutte pour le pouvoir se déclencherait vraiment. »

Il n'existe pas de danger pour le système socialiste tchécoslovaque de voir le pays se préparer à modifier sa politique étrangère ou « se dégager de la communauté socialiste », poursuit le présidium qui ajoute que le texte de la lettre des participants à la rencontre de Varsovie, a provoqué de la surprise à Prague « parce qu'il est bien connu que la République socialiste tchécoslovaque appli-

que une politique étrangère profondément socialiste... et aligne ses actions sur les principes de l'inter-nationalisme socialiste, de l'alliance et du développement des relations amicales avec l'Union soviétique et les autres Etats socialistes. »

« En ce qui concerne les expériences historiques amères de nos luttes avec l'impérialisme et le militarisme allemands, il est invivable qu'un gouvernement tchécoslovaque puisse ignorer ces expériences et risque de gâcher de ce sort de notre pays... Nous devons réfuter tout soupçon de cette nature. »

« Pour ce qui est de nos relations avec la République fédérale allemande, il est universellement connu que bien que la Tchécoslovaquie soit son voisin immédiat, elle a été la dernière à prendre des mesures de règlement partiel des relations mutuelles, notamment dans le domaine économique, alors que les autres pays socialistes ont adapté leurs relations à tel ou tel niveau sans que cela crée des appréhensions. »

« Dans le même temps, nous respectons et nous préférons les intérêts de la République démocratique allemande, notre alliée socialiste, et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour renforcer sa position et son autorité internationales. »

Le présidium ajoute que l'acceptation par Prague que les manœuvres du pacte de Varsovie se tiennent sur son territoire était une preuve que les obligations du traité étaient honorées. Mais les changements dans le calendrier de retrait des troupes après les manœuvres a créé des doutes dans la population tchécoslovaque.

« Le présidium accueille favorablement les assurances des cinq partis quant à leur volonté de ne pas intervenir dans les affaires intérieures tchécoslovaques. Il réaffirme que le Parti communiste tchécoslovaque est prêt à discuter de la situation intérieure du pays au cours d'entretiens bilatéraux avec les autres partis, car un « échange de lettres ne peut pleinement expliquer un problème tellement complexe. »

Pour ce qui est de l'avenir, le présidium rappelle que le prochain congrès du parti éira un nouveau Comité central.